

Service Protection Sanitaire et Environnement  
6 boulevard du général Vanier  
CS 95181 – Cedex 5  
14070 CAEN

CAEN, le

06 JUIL. 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA DU PLANITRE**

le Planitre  
14330 LE MOLAY-LITTRY

Références : 2023 04707  
Code AIOT : 0051400640

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2023 dans l'établissement SCEA DU PLANITRE implanté au lieu-dit "le Planitre" à LE MOLAY-LITTRY (14330). L'inspection a été annoncée le 22/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA DU PLANITRE
- le Planitre 14330 LE MOLAY-LITTRY
- Code AIOT : 0051400640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Elevage de veaux de boucherie (809 au maximum).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 de l'arrêté du 27 décembre 2013 et des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juin 2017.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|---|--|-----------------------|
| 5  | Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I   | /   | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |
| 8  | Moyens de lutte contre l'incendie                                       | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13     | /   | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |
| 9  | Installations électriques et techniques – Plans – FDS                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14     | /   | Lettre de suite préfectorale   | 6 mois                |
| 10 | Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I   | /   | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |
| 11 | Collecte et stockage des effluents                                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I   | /   | Lettre de suite préfectorale   | 15 jours              |
| 12 | Stockage des effluents en zone vulnérable                               | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III | /   | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |
| 15 | Équilibre de la fertilisation   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1   | /   | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |
| 16 | Mise à jour du plan d'épandage  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | /   | Lettre de suite préfectorale   | 6 mois                |
| 21 | Cahier d'épandage   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37     | /   | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |
| 22 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Préfectoral du 08/06/2017, article 11     | /   | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|---|--|-------------------|
| 6  | Stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | /  | Sans objet        |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation          | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3    | /  | Sans objet        |
| 2  | Règles d'implantation   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I  | /  | Sans objet        |
| 3  | Intégration dans le paysage et propreté                           | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6    | /  | Sans objet        |
| 4  | Propreté – Insectes – Rongeurs                                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10   | /  | Sans objet        |
| 7  | Accessibilité de l'installation                                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12   | /  | Sans objet        |
| 13 | Collecte des eaux de pluie  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24   | /  | Sans objet        |
| 14 | Rejets directs d'effluents  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25   | /  | Sans objet        |
| 17 | Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I | /  | Sans objet        |
| 18 | Déchets et sous-produits animaux                                  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33   | /  | Sans objet        |
| 19 | Déchets et sous-produits animaux                                  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34   | /  | Sans objet        |
| 20 | Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35   | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 23 | Analyses          | Arrêté Préfectoral du 08/06/2017, article 13.3 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Exploitation présentant des non-conformités notamment en matière d'étanchéité des installations, de contrôle des installations électriques, de stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux, de stockage et de gestion des effluents, de prélèvements d'eau et de moyens de lutte contre l'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.  |
| <b>Constats :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande déposée le 14 novembre 2015 et modifiée le 20 juillet 2016. Les effectifs bovins détenus (présence de 770 veaux de boucherie) sont conformes au seuil fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2017 (809 veaux de boucherie). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Règles d'implantation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;</li> <li>- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;</li> <li>- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;</li> <li>- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.</li> </ul> <p>En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.</p> |
| <b>Constats :</b> Conforme.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est maintenu en bon état de propreté.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.<br>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. |
| <b>Constats :</b><br>Les locaux sont maintenus propres.<br>Les opérations de destruction des rongeurs sont déléguées à la société Farago (dernière facture en date du 28 mars 2023) qui passe 3 à 4 fois par an sur le site.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 5 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.<br>A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.<br>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie. |
| <b>Constats :</b><br>Le sol du local de préparation de l'alimentation pour les veaux est dégradé par endroit. Les deux fosses en géomembrane ne sont plus étanches. Un porter à connaissance relatif au changement de ces 2 fosses géomembranes par 2 fosses en béton est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

## N° 6 : Stockage des effluents

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.<br>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.<br>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. |
| <b>Constats :</b><br>Les deux fosses en géomembrane ne sont plus étanches. La clôture de sécurité de la fosse en géomembrane STO1 de 1911 m <sup>3</sup> est endommagée. Un porter à connaissance relatif au changement de ces 2 fosses géomembranes par 2 fosses en béton est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 7 : Accessibilité de l'installation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.<br>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.<br>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.<br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| <b>Constats :</b><br>L'accessibilité du site est assurée. Aucun matériel n'était stationné sur les voies d'accès le jour de l'inspection.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Une mare est implantée à moins de 200 mètres au plus du risque. Cependant la mare n'est pas équipée d'une colonne d'aspiration et sa capacité n'a pas été déterminée.</p> <p>De plus, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'absence d'extincteur à CO<sub>2</sub> à proximité du local EDF et des tableaux électriques présents dans les bâtiments d'élevage B1 (360 places), B3 (240 places) et B6 (125 places) et l'absence d'extincteur à poudre à proximité de la cuve à fioul,</li><li>- la présence d'un extincteur à CO<sub>2</sub> à proximité du tableau électrique situé à l'intérieur de la maison,</li><li>- la présence d'extincteurs à eau à l'intérieur des bâtiments d'élevage B1, B5 (70 places) et B6 et du local de préparation de l'alimentation des veaux,</li><li>- la présence d'un extincteur à poudre à l'intérieur du local chaudière à bois, qui est situé à proximité de la citerne de gaz (propane).</li></ul> <p>Tous les extincteurs présents sur le site ont été vérifiés en novembre 2022.</p> <p>Les numéros d'appel d'urgence sont affichés à l'intérieur du local de préparation de l'alimentation des veaux.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 9 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.<br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.<br>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.<br>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| <b>Constats :</b><br>Absence de contrôle des installations électriques. Les extincteurs présents sur le site ont été contrôlés en novembre 2022. L'entretien et le contrôle des installations techniques (gaz, chauffage, fioul) n'ont pas été vérifiées le jour de l'inspection, de même que le registre des risques.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

**N° 10 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :**

Le stockage des produits chlorés (2 bidons de 20 litres) et des détartrants (5 bidons de 5 litres) présents dans le local de préparation de l'alimentation ne sont pas associés à une capacité de rétention. Le fioul est stocké à l'intérieur du garage dans une cuve simple paroi d'une capacité de 1000 litres.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Collecte et stockage des effluents**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Le tuyau collectant les eaux de lavage des cuves servant à la préparation de l'alimentation des veaux n'est plus raccordée à la fosse de stockage.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours  |

**N° 12 : Stockage des effluents en zone vulnérable**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.<br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier. |
| <b>Constats :</b><br>Les fosses de stockage sont dimensionnées pour recevoir l'ensemble des effluents liquides produits sur l'exploitation.<br>Un tas de fumier compact pailleux est stocké depuis plus d'un an sur la parcelle enherbée située à proximité de la fosse de stockage en géomembrane d'une capacité totale de 1911 m <sup>3</sup> .  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

**N° 13 : Collecte des eaux de pluie**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| <b>Constats :</b> Conforme.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 14 : Rejets directs d'effluents

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.            |
| <b>Constats :</b><br>Absence de constat de rejet direct d'effluents vers les eaux souterraines le jour de l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 15 : Équilibre de la fertilisation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.<br>Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.<br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.<br>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :<br>- la stagnation prolongée sur les sols ;<br>- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;<br>- une percolation rapide vers les nappes souterraines. |
| <b>Constats :</b><br>Le plafond annuel de 170 kg d'azote par hectare de SAU et l'équilibre de la fertilisation n'ont pas pu être vérifiés le jour de l'inspection. L'exploitant ne disposait en effet, ni de plan prévisionnel de fumure, ni de cahier d'épandage pour les terres qu'il exploite en propre (environ 7 ha de SAU), ni de bordereaux d'échange des effluents d'élevage.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

## N° 16 : Mise à jour du plan d'épandage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.<br>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.<br>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.<br>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a déclaré avoir perdu les terres mises à disposition par le GAEC DE LA PICQUERIE (13,09 ha) et exploiter en propre depuis 4 ans une surface agricole utile d'environ 7 ha. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet et le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie n'ont pas été mis à jour.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

## N° 17 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les bâtiments sont correctement ventilés.<br>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.<br>En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.<br>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;</li><li>- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection, aucune odeur anormalement désagréable n'a été ressentie. Les bâtiments d'élevage sont correctement ventilés. Les voies de circulation sont aménagées et propres. Il n'a pas, non plus, été constaté d'accumulation de poussières aux abords des bâtiments.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 18 : Déchets et sous-produits animaux**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li><li>- trier, recycler, valoriser ses déchets ;</li><li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Conforme le jour de l'inspection.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 19 : Déchets et sous-produits animaux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.<br>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.<br>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.<br>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Les déchets vétérinaires sont stockés dans un container jaune DASRI. Une dalle équarrissage bétonnée, facilement nettoyable et désinfectable, est présente sur le site et accessible au service d'équarrissage.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 20 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.<br>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.<br>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.<br>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.<br>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit. |
| <b>Constats :</b> Conforme.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Absence de cahier d'épandage pour les terres exploitées en propre par la SCEA DU PLANITRE et absence de bordereaux d'échange des effluents d'élevage.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 22 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2017, article 11  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un compteur d'eau volumétrique est installé sur les conduites d'alimentation en eau de l'installation (forages et puits privés et réseau public) et les volumes prélevés sont enregistrés. Le forage doit être implanté sur une dalle bétonnée. Les têtes des ouvrages sont fermées hermétiquement et rehaussées par rapport au sol de 0.5 m. Elles sont incluses dans un citerneau fermé efficacement hermétiquement (couvercle étanche). Les installations ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retours d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable. Les dispositifs anti-retour avant chloration complémentaire sont adaptés au risque de pollution du réseau amont et sont vérifiés régulièrement.<br>Les réseaux d'eaux d'adduction publique d'eau potable et du forage (ou du puits) sont physiquement séparés et sans communication et les canalisations d'eau potable et d'eau non potable sont différenciées au moyen de signes distinctifs conformes aux normes.<br>L'eau destinée à l'alimentation ou aux usages sanitaires du personnel (lavabo, douche, lavage de linge) et les usages de boisson, de cuisine doit provenir du réseau de distribution publique (piquage du réseau vers les bâtiments).<br>Une clôture distante d'au moins deux mètres autour de l'ouvrage est installée et une interdiction de pâturage et d'abreuvement est effectuée dans un rayon de dix mètres.<br>Une analyse de la qualité de l'eau non traitée du forage est effectuée une fois par an et doit porter au minimum sur les paramètres suivants : pH, nitrates (NO3-), E.Coli, bactéries aérobies à 22°C en 68 heures, bactéries aérobies à 36°C en 44 heures, SBA sulfitoréductrices.<br>La prise des échantillons et le coût des analyses sont à la charge des exploitants. Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.<br>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| <b>Constats :</b><br>Un compteur volumétrique est installé sur les conduites d'alimentation en eau (forage et réseau AEP). Les volumes prélevés ne sont pas enregistrés.<br>La tête du forage n'est pas correctement protégée (absence de margelle bétonnée d'une surface de 3 m2, de réhausse par rapport au sol de 0,5 m, absence de cadenas sur le couvercle).<br>Absence de dispositif de disconnexion entre le forage et le réseau AEP.<br>La dernière analyse de l'eau date du 5 mai 2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

## N° 23 : Analyses

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2017, article 13.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Autosurveillance   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Il sera procédé à : <ul style="list-style-type: none"><li>- à compter de l'année 2017, et ce, pendant trois ans, une analyse annuelle du lisier à épandre en NGL (azote global), P2O5 et K2O. Par la suite, les analyses seront triennales,</li><li>- une analyse des sols des parcelles en culture du plan d'épandage tous les 5 ans au minimum (P2O5, K2O, pH) à partir de 2017.</li></ul> Les exploitants tiennent à la disposition de l'inspecteur de l'environnement (installations classées) les copies des analyses de lisier et de sols prévues ci-dessus. En outre, l'inspecteur de l'environnement (installations classées) ou le service de la police de l'eau pourra faire procéder à des analyses complémentaires, la prise d'échantillons et le coût des analyses étant à la charge des exploitants. |
| <b>Constats :</b><br>La dernière analyse de lisier a été réalisée le 25 mai 2023.<br>La réalisation d'analyses de sol n'a pas été vérifiée le jour de l'inspection. Aucune analyse complémentaire n'a été réalisée le jour de l'inspection.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

